

(1)

(N° 195.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1924.

Projet de loi

approuvant le traité conclu avec les États-Unis d'Amérique concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Les États-Unis d'Amérique n'ayant pas ratifié le Traité de Versailles ont tenu à se faire reconnaître, par des traités particuliers, les avantages que leur accordait la Charte de la Paix.

Le Traité que la Belgique a signé le 18 avril 1923 avec les États-Unis d'Amérique répond à cette préoccupation en ce qui concerne le mandat attribué à la Belgique sur le territoire du Ruanda-Urundi.

Ce traité est, *mutatis mutandis*, la reproduction du traité que le Gouvernement de Washington a signé également avec les autres puissances bénéficiaires d'un mandat colonial.

Le texte-type est le résultat d'une longue négociation qui s'est poursuivie entre toutes les parties en cause.

Les limites du territoire placé sous le mandat belge ayant été, comme les Chambres le savent, récemment modifiées, le traité du 18 avril 1923 a dû être modifié aussi en conséquence. Ce fut l'objet d'un protocole signé le 21 janvier dernier.

D'après les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre aux Chambres un projet de loi approuvant, et le Traité du 18 avril 1923, et le Protocole du 21 janvier 1924.

Le Ministre des Affaires étrangères,

HYMANS.

Le Ministre des Colonies,

H. CARTON.

TRAITÉ AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
concernant le mandat de la Belgique sur le territoire du
Ruanda-Urundi.

Considérant que par l'article 119 du Traité de Versailles, du 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Principales Puissances Alliées et Associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ;

Considérant que par l'article 22 dudit Traité il a été stipulé que certains territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment, seraient placés sous le mandat d'une autre Puissance et que les termes du mandat seraient expressément définis dans chaque cas par le Conseil de la Société des Nations ;

Considérant que les avantages résultant pour les Etats-Unis de l'article 119 susmentionné du Traité de Versailles, ont été confirmés par le traité signé le 23 août 1921 entre les Etats-Unis et l'Allemagne, en vue de rétablir les relations amicales entre les deux nations ;

Considérant que quatre des Principales Puissances Alliées et Associées à savoir : l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon ont convenu que la Belgique exercerait le mandat sur une partie du territoire de l'ancienne colonie de l'Afrique Orientale allemande ;

Considérant que les termes de ce mandat ont été définis comme il suit par le Conseil de la Société des Nations :

ARTICLE PREMIER.

« Le territoire sur lequel un mandat est conféré à Sa Majesté le Roi des Belges »
» (désigné ci-dessous comme mandataire) comprend la partie du territoire de »
» l'ancienne colonie de l'Est Africain allemand située à l'Ouest de la ligne sui- »
» vante :

» Du point où la frontière entre le Protectorat de l'Uganda et l'Afrique Orien- »
» tale allemande coupe la rivière Mavumba, dans la direction du Sud-Est, une »
» ligne droite aboutissant à la côte (1640) à 15 kilomètres environ au Sud-Sud- »
» Ouest du Mont Gabiro ;

» De là, une droite dans la direction du Sud, jusqu'à la rive Nord du lac »
» Mohasi, où elle aboutit en un confluent de rivière situé à 2 kil. 5 environ, à »
» l'Ouest du confluent de la rivière Msilala ;

» Si le tracé de chemin de fer à l'Ouest de la rivière Kagera entre le Bugufi »
» et l'Uganda s'approchait de la ligne définie ci-dessus à moins de 16 kilomè- »
» tres, la frontière serait reportée vers l'Ouest suivant une ligne à une distance »
» minima de 16 kilomètres du tracé, sans toutefois dépasser, à l'Ouest, la droite »
» qui joint le point d'aboutissement au lac Mohasi au sommet du Mont Kivisa »
» (2,100) situé sur la frontière Uganda-Afrique Orientale allemande, à 5 kilomè- »
» tres environ au Sud-Ouest du point où la rivière Mavumba coupe cette frontière ;

» De là, une ligne dans la direction du Sud-Est et jusqu'à la rive Sud du lac »
» Mohasi ;

- » De là, la ligne de partage des eaux des rivières Taruka et Mkarange prolongée, vers le Sud, jusqu'à la pointe Nord-Est du lac Mugesera ;
- » La ligne médiane du lac Mugesera prolongée vers le Sud à travers le lac Ssake jusqu'à la Kagera ;
- » De là, le cours de la Kagera en aval jusqu'à son point de rencontre avec la limite occidentale du Bugufi ;
- » De là, cette limite jusqu'à son point de rencontre avec la limite orientale de l'Urundi ;
- » De là, la limite orientale et méridionale de l'Urundi jusqu'au lac Tanganika.
- » La frontière décrite ci-dessus est indiquée sur la carte anglaise ci-annexée à l'échelle de 1/1.000.000 G.S.G.S. 2932. (Les frontières du Bugufi et de l'Urundi ont été indiquées conformément à celles qui se trouvent portées sur le Deutscher Kolonialatlas (Dietrich et Reimer) échelle 1/1.000.000 date 1976).

» ARTICLE 2.

- » Une Commission de délimitation sera nommée par Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté Britannique pour le tracé sur place de la ligne frontière décrite à l'article premier ci-dessus.
- » Si les travaux de cette Commission donnent lieu à contestation, la question sera soumise au Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.
- » Le rapport définitif de la Commission de délimitation donnera la description exacte de la frontière, telle qu'elle aura été déterminée sur le terrain, les cartes signées par les Commissaires seront jointes au rapport. Ce document avec ses annexes sera établi en triple exemplaire. L'un des originaux sera déposé dans les archives de la Société des Nations, le deuxième sera conservé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le troisième par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

» ARTICLE 3.

- » Le Mandataire sera responsable de la paix, du bon ordre et de la bonne administration du territoire, accroîtra par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral et favorisera le progrès social des habitants.

» ARTICLE 4.

- » Le Mandataire ne devra établir sur le territoire aucune base militaire ou navale, ni édifier aucune fortification, ni organiser aucune force militaire indigène, sauf pour assurer la police locale et la défense du territoire.

» ARTICLE 5.

- » La Puissance mandataire devra :
 - » 1) Pourvoir à l'émancipation éventuelle de tous esclaves et, dans un délai aussi court que les conditions sociales le permettront, faire disparaître tout esclavage domestique ou autre.
 - » 2) Supprimer toute forme de commerce d'esclaves ;
 - » 3) Interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ;

- » 4) Protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats de travail et du recrutement des travailleurs ;
- » 5) Exercer un contrôle sévère sur le trafic des armes et des munitions ainsi que sur le commerce des spiritueux.

» ARTICLE 6.

» La puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et les coutumes des indigènes, respecter les droits et sauvegarder les intérêts des indigènes.

» Aucune propriété foncière indigène ne pourra faire l'objet d'un transfert, excepté entre indigènes, sans avoir reçu au préalable l'approbation de l'autorité publique. Aucun droit réel ne pourra être constitué sur un bien foncier indigène en faveur d'un non indigène si ce n'est avec la même approbation.

» La Puissance mandataire édictera des règles sévères contre l'usure.

» ARTICLE 7.

» La Puissance mandataire assurera à tous les ressortissants des États membres de la Société des Nations les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants, en ce qui concerne leur accès et leur établissement dans le territoire, la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition des propriétés mobilières et immobilières, l'exercice de leur profession ou de leur industrie, sous réserve des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

» La Puissance mandataire pratiquera en outre à l'égard de tous les ressortissants des États Membres de la Société des Nations et dans les mêmes conditions qu'à l'égard de ses propres ressortissants la liberté du transit et de navigation et une complète égalité économique, commerciale et industrielle, excepté pour les travaux et services publics essentiels qu'elle reste libre d'organiser dans les termes et conditions qu'elle estime justes.

» Les concessions pour le développement des ressources naturelles du territoire seront accordées par le Mandataire sans distinction de nationalité entre les ressortissants des États Membres de la Société des Nations, mais de manière à maintenir intacte l'autorité de gouvernement local.

» Il ne sera pas accordé de concession ayant le caractère d'un monopole général. Cette clause ne fait pas obstacle au droit du Mandataire de créer des monopoles d'un caractère purement fiscal dans l'intérêt du territoire soumis au mandat et en vue de procurer au territoire les ressources fiscales paraissant le mieux s'adapter aux besoins locaux, ou dans certains cas, de développer des ressources naturelles soit directement par l'État soit par un organisme soumis à son contrôle, sous cette réserve qu'il n'en résultera directement ou indirectement aucun monopole des ressources naturelles au bénéfice du Mandataire ou de ses ressortissants, ni aucun avantage préférentiel qui serait incompatible avec l'égalité économique, commerciale et industrielle ci-dessus garantie.

» Les droits conférés par le présent article s'étendent également aux sociétés et associations organisées suivant les lois des États Membres de la Société des

» Nations, sous réserve seulement des nécessités d'ordre public et de l'observation de la législation locale.

» ARTICLE 8.

» La Puissance mandataire assurera, dans l'étendue du territoire, la pleine liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes qui ne sont contraire, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs; elle donnera à tous les missionnaires ressortissants de tout Etat, membre de la Société des Nations, la faculté de pénétrer, de circuler et de résider dans le territoire, d'y acquérir et posséder des propriétés, d'y élever des bâtiments dans un but religieux et d'y ouvrir des écoles, étant entendu, toutefois, que le mandataire aura le droit d'exercer tel contrôle qui pourra être nécessaire pour le maintien de l'ordre public et d'une bonne administration et de prendre, à cet effet, toutes mesures utiles.

» ARTICLE 9.

» La Puissance mandataire étendra aux territoires le bénéfice des conventions internationales générales, applicables à leurs territoires limitrophes.

» ARTICLE 10.

» La Puissance mandataire aura pleins pouvoirs d'administration de la législation sur les contrées faisant l'objet du mandat : ces contrées seront administrées selon la législation de la Puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire, et sous réserve des dispositions qui précèdent.

» La Puissance mandataire est, en conséquence, autorisée à appliquer aux régions soumises au mandat sa législation sous réserve des modifications exigées par les conditions locales et à constituer ces territoires en unions ou fédérations douanières fiscales ou administratives avec les territoires avoisinants relevant de sa propre souveraineté ou placés sous son contrôle à condition que les mesures adoptées à ces fins ne portent pas atteinte aux dispositions du présent mandat.

» ARTICLE 11.

» La Puissance mandataire présentera au Conseil de la Société des Nations un rapport annuel répondant à ses vues. Ce rapport devra contenir tous renseignements sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du présent mandat.

» ARTICLE 12.

» Toute modification apportée aux termes du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

» ARTICLE 13.

» Le mandataire accepte que tout différend quel qu'il soit qui viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du mandat et qui ne soit pas susceptible d'être réglé par des négociations, soit soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale, prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. »

Considérant que les États-Unis d'Amérique, en participant à la guerre contre l'Allemagne, ont contribué à sa défaite et à la renonciation de ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer, mais qu'ils n'ont pas ratifié le Traité de Versailles ;

Considérant que le Gouvernement du Roi des Belges et le Gouvernement des États-Unis désirent aboutir à une entente précise en ce qui concerne les droits des deux gouvernements et de leurs nationaux respectifs dans la dite partie de l'ancienne colonie allemande placée sous mandat du Roi des Belges ;

A cet effet, S. M. le Roi des Belges et le Président des États-Unis d'Amérique ont décidé de conclure une Convention et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. LE ROI DES BELGES ;

M. HENRI JASPAR, Son ministre des Affaires Étrangères, et

S. E. M. LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

M. BENJAMIN THAW, Junior, chargé d'affaires ad. int. des États-Unis d'Amérique à Bruxelles.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

A condition que les dispositions de la présente Convention soient observées, les États-Unis déclarent accepter l'administration par le Gouvernement du Roi des Belges, en vertu du mandat susmentionné, de la partie des anciennes colonies allemandes, décrites à l'article 1 du mandat.

ARTICLE 2.

Les États-Unis et leurs ressortissants auront la jouissance et le bénéfice de tous les droits et avantages garantis par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du mandat, aux membres de la Société des Nations, nonobstant le fait que les États-Unis ne soient pas un État membre de la Société des Nations.

ARTICLE 3.

Les droits de propriété acquis aux Américains dans le territoire sous mandat seront respectés et il n'y sera porté atteinte en aucune manière.

ARTICLE 4.

Un double du Rapport annuel, que la Puissance mandataire doit faire en exécution de l'article 11 du mandat, sera adressé au Gouvernement des États-Unis.

ARTICLE 5.

Les modifications qui pourraient être apportées aux termes du mandat rapportés plus haut, seront sans effet sur aucune des stipulations contenues dans la présente Convention, à moins que ces modifications aient reçu l'assentiment des États-Unis.

ARTICLE 6.

Les Traités et Conventions d'extradition en vigueur entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique s'appliqueront au territoire sous mandat.

ARTICLE 7.

La présente Convention sera ratifiée conformément aux méthodes constitutionnelles respectives des Hautes Parties Contractantes. Les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt qu'il sera possible. La présente Convention prendra effet à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 18 avril 1923.

(s) Henri JASPAR.

(s) Benjam THAW, Jr.

PROTOCOLE.

Considérant qu'afin de mieux sauvegarder les intérêts des populations indigènes la frontière du mandat conféré à Sa Majesté le Roi des Belges sur le territoire du Ruanda-Urundi, décrite dans le préambule du Traité, concernant ce mandat et conclu entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique, le 18 avril 1923, a été modifiée d'un commun accord entre les Gouvernements Britannique et Belge avec l'approbation du Conseil de la Société des Nations, approbation donnée par celui-ci dans sa séance du 31 août 1923;

Considérant qu'en vertu de l'article 5 du Traité précité les modifications qui pourraient être apportées aux termes du mandat tels qu'ils sont reproduits dans le Traité seront sans effet sur aucune des stipulations du Traité à moins que ces modifications n'aient reçu l'assentiment des États-Unis d'Amérique;

Considérant que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'aperçoit aucune objection à formuler à la modification intervenue;

Le Gouvernement Belge et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont résolu d'amender le Traité du 18 avril 1923 et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

M. Henri JASPAR, Son Ministre des Affaires Étrangères;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

M. Henry P. FLETCHER, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Bruxelles;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et

due forme, ont approuvé les articles suivants amendés comme devant faire partie du Traité signé le 18 avril 1923.

ARTICLE 1.

L'article 1 du mandat défini dans le préambule du Traité signé le 18 avril 1923 sera remplacé par le suivant :

« Le territoire sur lequel un mandat est conféré à Sa Majesté le Roi des Belges (désigné ci-dessous comme mandataire) comprend la partie du territoire de l'ancienne Colonie de l'Est Africain allemand situé à l'Ouest de la ligne suivante :

» Le thalweg de la rivière Kagera, à partir de la frontière de l'Uganda jusqu'au point où la rivière Kagera rencontre la frontière occidentale du Bugufi ;

» De là, jusqu'au point de jonction de cette frontière avec la frontière orientale de l'Urundi ;

» Ensuite les frontières orientale et méridionale de l'Urundi au lac Tanganyka.

» La frontière décrite plus haut est indiquée à la carte anglaise ci-incluse GS GS N° 2932-A, à l'échelle de 1/1.000.000. »

ARTICLE 2.

Le présent protocole sera ratifié conformément aux méthodes constitutionnelles des hautes parties contractantes. Les ratifications seront échangées à Bruxelles, le même jour que celles du Traité du 18 avril 1923. Il sortira ses effets à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et l'ont revêtu du Sceau de leurs Armes.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 21 janvier 1924.

(S.) HENRI JASPAR,
HENRY P. FLETCHER.



4
(N° 195.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het verdrag gesloten met de Vereenigde Staten van Amerika
betreffende het mandaat van België over het grondgebied van Ruanda-Urundi.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Daar de Vereenigde Staten van Amerika het Verdrag van Versailles niet bekrachtigd hebben, hebben zij er aan gehouden zich door bijzondere verdragen de voordeelen te doen erkennen die het Vredesverdrag hun verleende.

Het Verdrag dat België op 18 April 1923 met de Vereenigde Staten van Amerika gesloten heeft, beantwoordt aan dezen wensch, wat betreft het mandaat dat aan België over het grondgebied van Ruanda-Urundi werd toegekend.

Dit verdrag geeft *mutatis mutandis*, het verdrag weder dat de Regeering van Washington eveneens met de andere mogendheden die het voordeel van een koloniaal mandaat genieten, gesloten heeft.

De tekst die als type gediend heeft is de uitslag van lange onderhandelingen welke tusschen de betrokken partijen hebben plaats gehad.

Daar, zooals de Kamers weten, de grenzen van het onder het Belgisch mandaat geplaatste grondgebied onlangs gewijzigd werden, is het Verdrag van 18 April 1923 dientengevolge insgelijks moeten gewijzigd worden. Dit maakte het voorwerp uit van een op 21 Januari j. l. geteekend Protocol.

Volgens de bevelen des Konings, hebben wij de eer aan de Kamers een wetsontwerp te onderwerpen waarbij zoowel het Verdrag van 18 April 1923 als het Protocol van 21 Januari 1924 worden goedgekeurd.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

Verdrag met de Vereenigde-Staten van Amerika betreffende het mandaat van België over het grondgebied van Ruanda-Urundi.

Overwegende dat door artikel 119 van het Verdrag van Versailles, van 28 Jun 1919, Duitschland ten gunste der voornaamste Verbonden en Geassocieerde Mogendheden afgezien heeft van al zijne rechten en titels op zijne overzeesche bezittingen ;

Overwegende dat door artikel 22 van gezegd Verdrag bepaald werd dat zekere gewesten die, ten gevolge van den oorlog, opgehouden hebben onder de souvereiniteit te staan van de Staten die ze voorheen beheerd hebben, onder het mandaat van eene andere Mogendheid zouden geplaatst worden en dat de termen van dit mandaat in elk afzonderlijk geval door den Raad van den Volkenbond uitdrukkelijk zouden vastgesteld worden ;

Overwegende dat de voordeelen die voor de Vereenigde Staten uit bovenvermeld artikel 119 van het Verdrag van Versailles voortvloeien, bevestigd werden door het Verdrag geteekend den 25^e Augustus 1921 tusschen de Vereenigde Staten en Duitschland, ten einde de vriendschappelijke betrekkingen tusschen beide naties te herstellen ;

Overwegende dat vier der Voornaamste Verbonden en Geassocieerde Mogendheden, namelijk : het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië en Japan, overeengekomen zijn dat België het mandaat over een deel van het grondgebied der vroegere kolonie Duitsch Oost-Afrika zou uitoefenen ;

Overwegende dat de termen van dit mandaat als volgt door den Raad van den Volkenbond omschreven werden :

« ARTIKEL 1.

» Het gebied waarover een mandaat verleend wordt aan Zijne Majesteit den
» Koning der Belgen (hieronder aangeduid als lasthebber) omvat het deel van het
» grondgebied der vroegere kolonie Duitsch Oost-Afrika, gelegen ten westen der
» volgende lijn ;

» Van het punt waar de grens tusschen het Protectoraat Uganda en Duitsch
» Oost-Afrika de rivier Mawumba snijdt, in zuidoostelijke richting, eene rechte
» lijn eindigend aan de hoogte (1640) op ongeveer 15 kilometer ten zuidwesten
» van den berg Gabiro ;

» Van daar, eene rechte lijn in zuidelijke richting, tot aan den noordelijken
» oever van het meer Mohasi, waar zij eindigt aan den samenloop van een rivier
» gelegen op ongeveer 2 kilometers 5 ten westen van den samenloop der rivier
» Mailala ;

» Indien de ontworpen spoorweglijn ten westen van de rivier Kagera tusschen
» Bugufi en Uganda de hierboven vastgestelde lijn op minder dan 16 kilometers zou
» naderen, zou de grens naar het Westen verlegd worden, volgens een lijn op een
» minimum-afstand van 16 kilometers van de ontworpen spoorweglijn, zonder
» evenwel, ten westen, de rechte lijn te overschrijden, die het eindpunt aan het

- » meer Mohasi verbindt met den top van der Berg Kivisa (2,100) gelegen op de
- » grens Uganda-Duitsch Oost-Afrika, op ongeveer 5 kilometers ten zuidwesten
- » van het punt waar de rivier Mavumba deze grens snijdt ;
- » Van daar, eene lijn in zuidoostelijke richting tot aan den zuidelijken oever
- » van het meer Mohasi ;
- » Van daar, de waterscheidingslijn der rivieren Taruka en Mkarange, verlengd,
- » naar het zuiden, tot aan de noordoostelijke punt van het meer Mugesera ;
- » De mediaanlijn van het meer Mugesera verlengd naar het Zuiden door het
- » meer Ssake tot aan de Kagera ;
- » Van daar, de loop van de Kagera stroomafwaarts tot aan het punt waar zij
- » de westelijke grens van Bugufi ontmoet ;
- » Van daar, deze grens tot aan het punt waar zij de oostelijke grens van Urundi
- » ontmoet ;
- » Van daar, de oostelijke en zuidelijke grens van Urundi tot aan het Tangani-
- » kameer.
- » De hierboven beschreven grens is aangeduid op de hierbij gevoegde
- » Engelsche kaart op de schaal van 1/1.000.000 G.S. G.S. 2932. (De grenzen
- » van Bugufi en Urundi werden aangeduid overeenkomstig degene die in den
- » « Deutscher Kolonialatlas » (Dietrich en Reimer), schaal 1/1.000.000 datum
- » 1906, aangegeven staan).

» ARTIKEL 2.

- » Eene Afbakeningscommissie zal benoemd worden door Zijne Majesteit den
- » Koning der Belgen en Zijne Britsche Majesteit voor de afbakening ter plaatse
- » van de grenslijn beschreven in artikel één hierboven.
- » Indien de werkzaamheden dezer Commissie aanleiding geven tot oneenig-
- » heid, zal de aangelegenheid onderworpen worden aan den Raad van den
- » Volkenbond, wiens beslissing zonder hooger beroep zal zijn.
- » Het definitief verslag der Afbakeningscommissie zal de juiste beschrijving
- » der grens geven zooals zij op het terrein zal vastgesteld zijn ; de kaarten,
- » door de Commissarissen ondertekend, zullen bij het verslag gevoegd worden.
- » Dit document met zijne bijlagen zal in drievoudig exemplaar opgemaakt
- » worden. Een der oorspronkelijke stukken zal in het archief van den Volkenbond
- » neergelegd worden, het tweede zal door de Regeering van Zijne Majesteit den
- » Koning der Belgen en het derde door de Regeering zijner Britsche Majesteit
- » bewaard worden.

» ARTIKEL 3.

- » De lasthebber zal verantwoordelijk zijn voor den vrede, de goede orde en het
- » goede beheer van het grondgebied ; hij zal door al de middelen die in zijn
- » bereik zijn het stoffelijk en zedelijk welzijn der inwoners doen toenemen en
- » hunnen socialen vooruitgang bevorderen.

» ARTIKEL 4.

- » De lasthebber zal op het grondgebied geene militaire of zeebasis mogen
- » vestigen, noch er eenig vestingwerk bouwen noch er inlandsche strijdkrachten

» inrichten, tenzij om de plaatselijke politie en de verdediging van het grond-
» gebied te verzekeren.

» ARTIKEL 5.

» De lasthebbende mogendheid zal moeten :
» 1° Voorzien in de eventueele vrijmaking van alle slaven en binnen zoo korten
» tijd als het de maatschappelijke toestanden zullen toelaten, alle huiselijke of
» andere slavernij doen verdwijnen ;
» 2° Elken vorm van slavenhandel afschaffen ;
» 3° Elken gedwongen of verplichten arbeid verbieden, uitgenomen voor nood-
» zakelijke openbare werken en diensten en mits eene billijke vergoeding ;
» 4° De inboorlingen beschermen tegen bedrogen dwang door een nauwkeurig
» toezicht over arbeidscontracten en de aanwerving der arbeiders ;
» 5° Een streng toezicht uitoefenen over den handel in wapens en ammunitie
» alsmede over den handel in sterke dranken ;

» ARTIKEL 6.

» De lasthebbende mogendheid zal bij het vaststellen der regels betreffende de
» leenroerigheid van den grond en de overdracht van grondeigendom rekening
» moeten houden met de wetten en de gebruiken der inboorlingen, hunne
» rechten eerbiedigen en hunne belangen vrijwaren.
» Geen inlandsche grondeigendom zal het voorwerp eener overdracht mogen
» uitmaken, uitgenomen tusschen inboorlingen, zonder vooraf de goedkeuring
» der openbare overheid gekregen te hebben. Geen zakelijk recht zal ten voor-
» deele van eenen niet-inboorling op een inlandsche grondeigendom mogen
» gevestigd worden, tenzij met dezelfde goedkeuring.
» De lasthebbende mogendheid zal strenge regels uitvaardigen tegen den woeker.

» ARTIKEL 7.

» De lasthebbende Mogendheid zal aan al de onderhoorigen der Staten die Lid
» zijn van den Volkenbond dezelfde rechten verzekeren als aan hare eigene onder-
» hoorigen, wat betreft den toegang tot het grondgebied en hunne vestiging
» aldaar, de bescherming hunner personen en goederen, de verwerving van
» roerende en onroerende goederen, de uitoefening van hun beroep of van hunne
» nijverheid, onder voorbehoud van de noodwendigheden van openbaren aard en
» van het naleven der plaatselijke wetten.
» Bovendien zal de lasthebbende Mogendheid ten opzichte van al de onderhoo-
» rigen der Staten die Lid zijn van den Volkenbond, en onder dezelfde voor-
» waarden als ten opzichte harer eigen onderhoorigen, de vrijheid van doorvoer
» en van scheepvaart toepassen alsmede eene volkomen gelijkheid op economisch,
» commercieel en industrieel gebied, uitgenomen voor de hoofdzakelijke openbare
» werken en diensten die het haar vrij staat in te richten onder de voorschriften
» en voorwaarden die haar billijk schijnen.
» De vergunningen voor de ontwikkeling der natuurlijke hulpbronnen van het

» grondgebied zullen door den Lasthebber verdeeld worden zonder onderscheid
 » van nationaliteit tusschen de onderhóorigen der Staten die Lid zijn van den
 » Volkenbond; maar derwijze dat het gezag van het plaatselijk bestuur onaange-
 » tast blijve.

» Er zal geene vergunning worden verleend die den aard van een algemeen
 » monopolie heeft. Deze bepaling maakt geene inbreuk op het recht van den Last-
 » hebber om monopolies van uitsluitend fiscaal aard op te richten in het belang
 » van het aan het mandaat onderworpen grondgebied, en ten einde aan het grond-
 » gebied de fiscale hulpmiddelen te verschaffen die zich het best aan de plaatselijke
 » behoeften schijnen aan te passen of, in zekere gevallen, ten einde natuurlijke
 » hulpbronnen te ontwikkelen hetzij rechtstreeks door den Staat hetzij door een
 » aan zijn toezicht onderworpen organisme, onder dit voorbehoud dat er noch
 » rechtstreeks noch onrechtstreeks een monopolie der natuurlijke hulpbronnen
 » zal uit voortspuiten ten voordeele van den Lasthebber of van zijne onderhoor-
 » igen, noch eenig preferentieel voordeel dat onvereenigbaar zou zijn met de
 » hierboven gewaarborgde economische, commercieele en industriele gelijkheid.

» De rechten toegekend door dit artikel strekken zich eveneens uit tot de
 » maatschappijen en vereenigingen ingericht volgens de wetten der Staten die Lid
 » zijn van den Volkenbond, onder het eenige voorbehoud der noodwendigheden
 » van openbaren aard en der naleving der plaatselijke wetten.

» ARTIKEL 8.

» De lasthebbende Mogendheid zal, op het grondgebied, de volledige gewetens-
 » vrijheid verzekeren alsook de vrije uit oefening van al de eerediensten die noch
 » met de openbare orde noch met de goede zeden in strijd zijn; zij zal aan al de
 » missionnarissen die onderhoorigen zijn van elken Staat die Lid is van den Vol-
 » kenbond, het recht geven in het grondgebied binnen te komen, en te reizen en
 » te verblijven, er eigendommen te verwerven en te bezitten, er gebouwen op te
 » richten met een godsdienstig doel en er scholen te openen, met dien verstande
 » echter dat de lasthebber het recht zal hebben een zoodanig toezicht uit te
 » oefenen als zou kunnen noodig zijn voor de handhaving der openbare orde en
 » van een goed beheer, en te dien einde alle noodige maatregelen te nemen.

» ARTIKEL 9.

» De lasthebbende Mogendheid zal de grondgebieden laten genieten van het
 » voordeel der algemeene internationale overeenkomsten die op de aan hun gren-
 » zende grondgebieden van toepassing zijn.

» ARTIKEL 10.

» De lasthebbende Mogendheid zal volledig recht van bestuur en van wetge-
 » ving hebben op de streken die het voorwerp van het mandaat uitmaken: deze
 » gewesten zullen bestuurd worden volgens de wetgeving der lasthebbende
 » Mogendheid als zijnde een wezenlijk deel van haar grondgebied en onder voor-
 » behoud der voorafgaande beschikkingen.

» Dienvolgens is de lasthebbende Mogendheid er toe gemachtigd hare wette
 » op de aan het mandaat onderworpen gewesten toe te passen onder voorbehoud

» der wijzigingen gevegd door de plaatselijke toestanden, en deze grondgebieden
» in te richten als tol-, fiscale of bestuurlijke unies of verbonden met de naburige
» grondgebieden die aan hare souvereiniteit onderworpen of onder haar toezicht
» geplaatst zijn, op voorwaarde dat de te dien einde getroffen maatregelen geen
» afbreuk doen aan de beschikkingen van dit mandaat.

» ARTIKEL 11.

» De lasthebbende Mogendheid zal bij den Raad van den Volkenbond een jaar-
» lijksch verslag moeten indienen waarin zij hare zienswijze te kennen geeft. Dit
» verslag moet al de noodige inlichtingen bevatten aangaande de maatregelen die
» genomen werden ten einde de beschikkingen van dit mandaat toe te passen.

» ARTIKEL 12.

» Elke wijziging, aan de termen van dit mandaat aangebracht, moet vooraf
» door den Raad van den Volkenbond goedgekeurd worden.

» ARTIKEL 13.

» De lasthebber stemt er in toe dat elk geschil, van welken aard ook, dat
» tussehen hem en een ander Lid van den Volkenbond ontstaat betreffende de
» uitlegging of de toepassing van de beschikkingen van het mandaat en dat
» door onderhandelingen niet kan worden geregeld, aan het Bestendig Hof van
» Internationale Justitie, voorzien bij artikel 14 van het Pact van den Volken
» bond, zou onderworpen worden. »

Overwegend dat de Vereenigde Staten van Amerika, door deel te nemen aan den oorlog tegen Duitschland medegewerkt hebben tot de nederlaag van dit land en tot den afstand van zijne rechten en titels op zijne overzeesche bezittingen, maar dat zij het Verdrag van Versailles niet bekrachtigd hebben ;

Overwegend dat de Regeering van den Koning der Belgen en de Regeering der Vereenigde Staten wenschen tot eene duidelijke verstandhouding te geraken wat betreft de rechten van beide regeeringen en van hunne wederzijdsche onderhoorigen in gezegd gedeelte van de vroegere Duitsche Kolonie geplaatst onder het mandaat van den Koning der Belgen ;

Te dien einde hebben Z. M. de Koning der Belgen en de President der Vereenigde Staten van Amerika besloten eene overeenkomst te sluiten en hebben zij tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer Henri JASPAR, Zijnen Minister van Buitenlandsche Zaken,

en ZIJNE EXCELLENTIE DE HEER PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Den Heer Benjamin THAW, Junior, zaakgelastigde a. i. der Vereenigde Staten van Amerika te Brussel.

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmacht te hebben uitgewisseld nopens de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL EÉN.

Op voorwaarde dat de bepalingen van deze overeenkomst worden nageleefd, verklaren de Vereenigde Staten aan te nemen dat het gedeelte der vroegere Duitsche koloniën, beschreven in artikel 1 van het Mandaat, door de Regeering van den Koning der Belgen, krachtens bovengemeld Mandaat, beheerd wordt.

ARTIKEL 2.

De Vereenigde Staten en hunne onderhoorigen zullen het genot en het voordeel hebben van al de rechten en voorrechten die door artikels 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 van het Mandaat aan de leden van den Volkenbond gewaarborgd worden, niettegenstaande het feit dat de Vereenigde Staten geen van den Volkenbond lid zijnde Staat zijn.

ARTIKEL 3.

De eigendomsrechten door Amerikanen in het onder mandaat gestelde gebied verworven, zullen geëerbiedigd worden en er zal hun op geenerlei wijze afbreuk gedaan worden.

ARTIKEL 4.

Een dubbel van het jaarlijksch verslag dat de lasthebbende Mogendheid in uitvoering van artikel 11 van het mandaat moet uitbrengen, zal aan de Regeering der Vereenigde Staten toegezonden worden.

ARTIKEL 5.

De wijzigingen die aan de hooger vermelde termen van het mandaat zouden kunnen toegebracht worden, zullen op geen enkele der in deze Overeenkomst vervatte bepalingen enig uitwerksel hebben, tenzij deze wijzigingen door de Vereenigde Staten goedgekeurd werden.

ARTIKEL 6.

De Uitleveringsverdragen en Overeenkomsten van kracht tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika, zullen op het onder mandaat staande gebied toepasselijk zijn.

ARTIKEL 7.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden in overeenstemming met de wederzijdsche grondwettelijke methoden der Hooge Verdragsluitende Partijen. De bekrachtigingen zullen zoohaast mogelijk te Brussel uitgewisseld worden. Deze Overeenkomst zal in werking treden op den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Ter oorkonde waarvan, de respectieve gevolmachtigden dit verdrag geteekend en er hunne stempels op aangebracht hebben.

Gedaan in dubbel exemplaar te Brussel op 18 April 1923.

(g.) H. JASPAR;

(g.) Benjamin THAW, Jr.

PROTOCOL.

Overwegende dat, ten einde de belangen der inlandsche bevolkingen beter te vrijwaren, de grens van het mandaat verleend aan Zijne Majesteit den Koning der Belgen over het grondgebied van Ruanda-Urundi, beschreven in de inleiding van het Verdrag betrekking hebbend op dit mandaat en den 18ⁿ April 1923 tusschen België en de Vereenigde Staten van Amerika gesloten, gewijzigd werd bij gemeen overleg tusschen de Britsche en de Belgische Regeering en met de goedkeuring van den Raad van den Volkenbond, welke goedkeuring door dezen laatste gegeven werd in zijne vergadering van 31 Augustus 1923;

Overwegende dat krachtens artikel 5 van voornoemd Verdrag de wijzigingen die zouden worden toegebracht aan de termen van het mandaat zooals deze zijn overgenomen in het Verdrag, op geen enkele der bepalingen van het Verdrag eenige uitwerking zullen hebben tenzij deze wijzigingen de goedkeuring der Vereenigde Staten van Amerika hebben verkregen;

Overwegende dat de Regeering van de Vereenigde Staten geen enkel bezwaar tegen de gebeurde wijziging heeft in te brengen;

Hebben de Belgische Regeering en de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika besloten het Verdrag van 18 April 1923 te wijzigen en hebben te dien einde tot hunne respectieve gevolmachtigden benoemd:

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN,

den heer Henri JASPAR, Zijnen Minister van Buitenlandsche Zaken;

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA,

den Heer Henry P. FLETCHER, ambassadeur der Vereenigde Staten van Amerika te Brussel;

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten aan elkander medegedeeld te hebben, de volgende gewijzigde artikelen goedgekeurd hebben om deel uit te maken van het Verdrag geteekend op 18 April 1923.

ARTIKEL 1.

Artikel 1 van het mandaat beschreven in de inleiding van het Verdrag geteekend op 18 April 1923 zal door het volgende vervangen worden:

Het gebied waarover een mandaat verleend wordt aan Zijne Majesteit den Koning der Belgen (hieronder aangeduid als lasthebber) omvat het deel van het grondgebied der vroegere kolonie Duitsch Oost-Afrika gelegen ten westen der volgende lijn:

De thalweg der rivier Kagera, van de grens van Uganda tot aan het punt waar de rivier Kagera de westelijke grens van Bugufi ontmoet;

Van daar tot aan het vereenigingspunt van deze grens met de oostelijke grens van Urundi;

Vervolgens de oostelijke en de zuidelijke grens van Urundi tot aan het meer Tanganika.

De hierboven beschreven grens is aangeduid op de hierbij gevoegde Engelsche kaart G. S. G. S. n^o 2932-A, op de schaal van 1/1.000.000.

ARTIKEL 2.

Dit protocol zal bekrachtigd worden overeenkomstig de grondwettelijke methoden der Hooge Verdragsluitende Partijen. De bekrachtigingen zullen te Brussel uitgewisseld worden op denzelfden dag als die van het Verdrag van 18 April 1923. Het zal van kracht worden op den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Ten oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden dit Protocol geteekend en met het zegel van hun Wapen bekleed hebben.

Gedaan in dubbel exemplaar te Brussel, den 21^e Januari 1924.

(g) Henri JASPAR,

(g) Henry P. FLETCHER.



PROJET DE LOI

approuvant le traité conclu avec les
États-Unis d'Amérique concernant
le mandat de la Belgique sur le
territoire du Ruanda-Urundi.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mini-
stre des Affaires Étrangères et de Notre
Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étran-
gères et des Colonies sont chargés de
présenter en Notre Nom aux Chambres
Législatives, le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention du 18 avril 1923
entre la Belgique et les États-Unis
d'Amérique et le Protocole du 21 jan-
vier 1924 modifiant cette Convention,
sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1924,

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

P. HYMANS.

Le Ministre des Colonies,

H. CARTON.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het verdrag ge-
sloten met de Vereenigde Staten van
Amerika betreffende het mandaat
van België over het grondgebied
van Ruanda-Urundi.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken en van Onzen
Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche
Zaken en van Koloniën worden gelast
in Onzen Naam aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp voor te
leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst van 18 April 1923
tusschen België en de Vereenigde
Staten van Amerika en het Protocol
van 21 Januari 1924 tot wijziging
dezer Overeenkomst, zullen hun geheel
en volkomen uitwerksel hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e Maart
1924.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Koloniën,